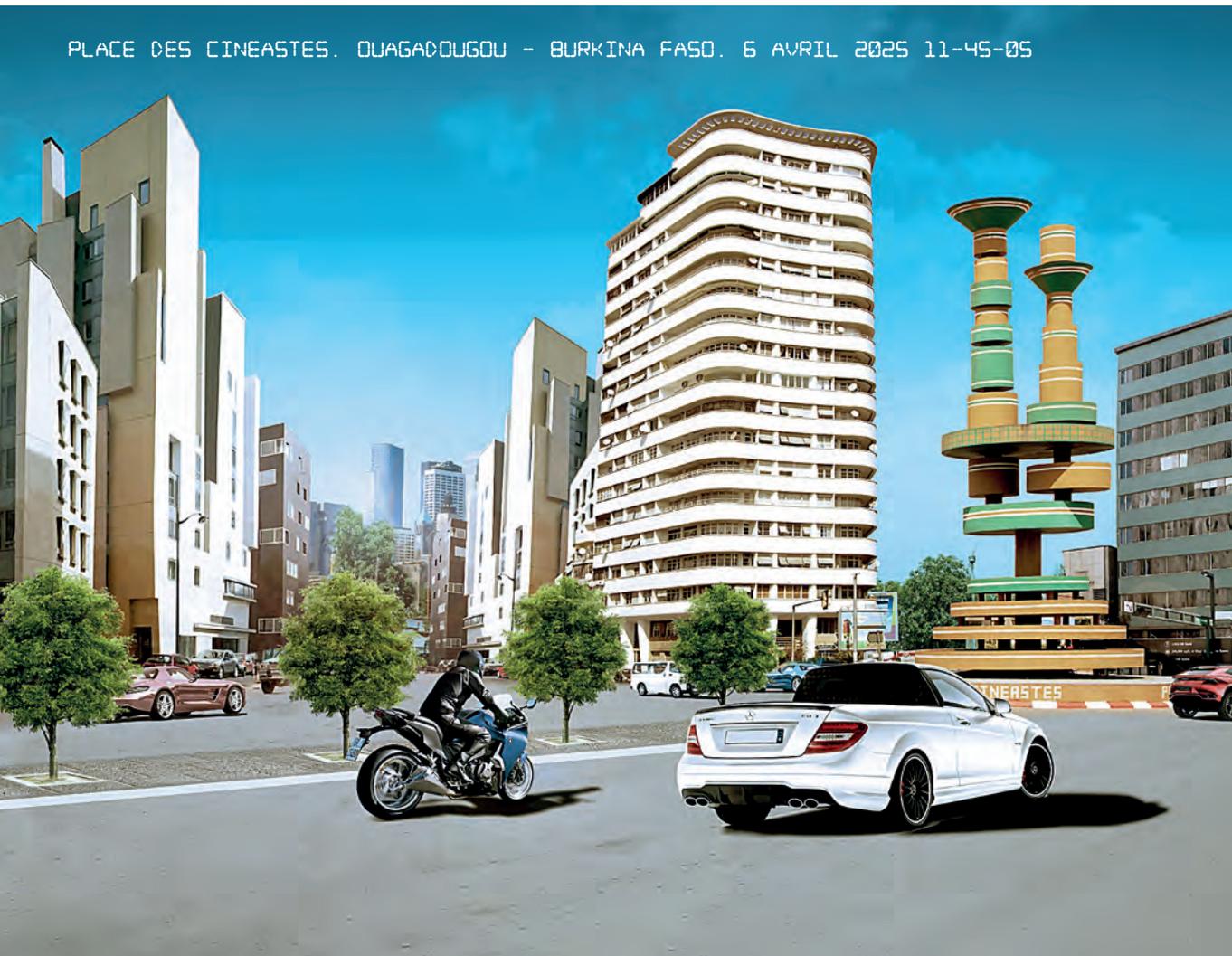


PLACE DES CINEASTES. OUAGADOUGOU - BURKINA FASO. 6 AVRIL 2025 11-45-05



AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT AU CŒUR DE L'AFRIQUE

Le Groupe BOA fête ses 30 ans
BOA Group celebrates its 30th Anniversary



GRUPE BANK OF AFRICA

Rapport annuel 2012 Annual report

BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

Sommaire

Table of contents

- 1 Le mot du PDG**
Comments from the CEO
- 2-3 30 ans de croissance et d'expansion**
30 years of growth and expansion
- 4 30 ans d'expérience au service des clients**
30 years of experience serving customers
- 5 Les engagements du Groupe depuis 30 ans**
The commitments of the Group for 30 years
- 6 Produits et Services disponibles**
French only

Rapport d'Activité

Activity Report

- 8-11 Le mot du Directeur Général**
Comments from the Managing Director
- 12 Faits marquants 2012**
Highlights 2012
- 13 Chiffres-clés au 31/12/2012**
Key figures on 31/12/2012
- 14 Engagements citoyens de la Banque**
- 15 et de la Fondation BANK OF AFRICA**
French only
- 16 Conseil d'Administration, Capital**
Board of Directors, Capital
- 18-25 Rapport du Conseil d'Administration**
Report by the Board of Directors
- 26-30 Rapports des Commissaires aux Comptes**
- 26-28 Rapport Général
- 29-30 Rapport Spécial
French only
- 32-37 Bilan et Compte de Résultat**
Balance sheet and Income statement
- 38-41 Résolutions**
Resolutions
- 42-52 Annexes**
French only
- 53 Notes**

BANK OF AFRICA Group celebrates its 30th Anniversary

This year we are celebrating our Group's 30th Anniversary.

BANK OF AFRICA was established at a time when the West African banking sector experienced serious difficulties. The founder's goal of the first BANK OF AFRICA, BOA-MALI, created in 1983 and then headed by Paul DERREUMAUX, was to fill a gap by creating a private African bank, with African capital, and dedicated to serving the African economy.

The original shareholders felt keenly the immense potential of a project that would help bring Africa together for a better future.

Investors – both private and public, both national and international – had also placed their trust in this project and helped it to develop into what it is today – a group with a presence in 15 African countries through 16 commercial banks as well as numerous financial companies.

The majority shareholder, BMCE Bank, has put at the disposal of BOA Group its multiple skills, as well as its international and continental experience. Alongside other shareholders, it also provides the necessary capital for BOA to develop and expand throughout the continent.

All the BOA subsidiaries have now adopted BMCE Bank's business model, which is based on extending banking services to citizens on a large-scale and assisting both private and public economic players with advice and financing to manage their companies and implement their projects.

Almost 5,000 staff members of all nationalities conduct their work with conviction and commitment. These women and men comprise teams that have expanded as the Group has developed, by knowing how to make the most of their differences, in order to become even stronger and more effective together.

But BOA is above all the hundreds of thousands of customers – retail clients of all classes and ages, companies of all sizes and economic sectors, associations, public services, investors, industrialists, and entrepreneurs – who each day place their trust in its professionalism.

This year, as we celebrate the Group's 30 years of existence, I would like to pay tribute to our shareholders, those who were with us from the start and those who joined later; to our hundreds of thousands of customers; to our 5,000 staff members; and to the authorities in each host country who provide us with their continuous support.

Thank you for your trust, thank you for your work, thank you for your support, thank you, everyone, and long live the BANK OF AFRICA Group!

Mohamed BENNANI

Chairman and CEO of BOA GROUP

Le Groupe BANK OF AFRICA fête ses 30 ans



Cette année, nous fêtons les 30 ans de notre Groupe.

BANK OF AFRICA est née à une époque où le secteur bancaire connaissait en Afrique de l'Ouest de graves difficultés. L'objectif des fondateurs de la première BANK OF AFRICA, la BOA-MALI, créée en 1983 et alors dirigée par Paul DERREUMAUX, était de combler un vide en créant une banque privée africaine, avec des capitaux africains et au service de l'économie africaine.

Ces actionnaires de la première heure ont parfaitement senti le formidable potentiel d'un projet fédérateur, porteur d'avenir pour une Afrique meilleure.

Ce sont également des investisseurs, privés comme publics, nationaux comme internationaux, qui ont su accorder leur confiance à ce projet et l'ont aidé à se développer pour devenir aujourd'hui un groupe implanté dans 15 pays africains à travers 16 banques commerciales ainsi que plusieurs sociétés financières.

BMCE Bank, actionnaire majoritaire, met à la disposition du Groupe BOA ses multiples compétences comme son expérience internationale et continentale, et lui apporte également, en symbiose avec les autres actionnaires, les capitaux nécessaires à son développement et à son rayonnement sur le continent.

Toutes les filiales BOA ont maintenant adopté le « business model » de BMCE Bank, axé sur la bancarisation massive des citoyens et l'accompagnement, à travers le conseil et le financement, des opérateurs économiques, privés comme publics, dans la gestion de leur entreprise et la réalisation de leurs projets.

Ce sont près de 5 000 collaborateurs, de toutes nationalités, qui travaillent avec conviction et engagement. Ces femmes et ces hommes, ce sont des équipes qui se sont étoffées au fur et à mesure du développement du Groupe en sachant intelligemment agréger leurs différences, pour être encore plus riches et plus fortes ensemble.

Mais ce sont surtout ces centaines de milliers de clients, simples particuliers, de toutes classes et de tous âges, entreprises, de toutes tailles et de tous secteurs d'activité, associations, services publics, investisseurs, industriels, entrepreneurs, qui, chaque jour, font confiance au professionnalisme de BOA.

En cette année où nous célébrons 30 ans d'existence du Groupe, c'est à ces actionnaires, ceux de la première heure et ceux qui les ont rejoints, c'est à ces centaines de milliers de clients, c'est à ces 5 000 collaborateurs femmes et hommes, c'est aux Autorités de chacun des pays hôtes qui nous apportent sans cesse leur appui, que je souhaite rendre hommage aujourd'hui.

*Merci pour votre confiance,
merci pour votre travail,
merci pour votre appui,
merci à toutes et à tous et longue vie au Groupe BANK OF AFRICA.*

Mohamed BENNANI

Président Directeur Général de BOA GROUP

30 ans de croissance et d'expansion

30 years of growth and expansion

Réseau bancaire* / Banking network*

1983 BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Bamako.
8 Agences régionales et 13 Bureaux de proximité.

1990 BANK OF AFRICA – BÉNIN

22 Agences, 1 Centre d'Affaires et 2 Guichets portuaires à Cotonou.
21 Agences régionales.

1994 BANK OF AFRICA – NIGER

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

8 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.

1996 BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Créée en 1980 : BANAFRIQUE.
Intégrée au Réseau BOA en 1996.

13 Agences et 1 Centre d'Affaires à Abidjan.
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

1998 BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Ouagadougou.
13 Agences régionales.

1999 BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

Créée en 1989 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour le développement rural.

Intégrée au Réseau BOA en 1999.

21 Agences à Antananarivo.
56 Agences régionales.

2001 BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Dakar.
10 Agences régionales.

2004 BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

2 Agences à Cotonou.

2004 BANK OF AFRICA – KENYA

Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ > CALYON. Intégrée au Réseau BOA, sous forme de filiale de droit kenyan, en 2004.

14 Agences à Nairobi.
12 Agences régionales.

2006 BANK OF AFRICA – UGANDA

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd > ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006.

20 Agences à Kampala.
13 Agences régionales.

2007 BANK OF AFRICA – TANZANIA

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007.

10 Agences à Dar es Salaam.
9 Agences régionales.

2008 BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi.
25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA (BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008.

7 Agences et 3 Guichets à Bujumbura.
12 Agences régionales et 2 Guichets en province.

2010 BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.

2010 BANK OF AFRICA – MER ROUGE

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE (BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.

3 Agences à Djibouti.

2011 BANK OF AFRICA – GHANA

Créée en 1999 : AMALBANK.
Intégrée au Réseau BOA en 2011.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Accra.
5 Agences régionales.

2013 BANK OF AFRICA – TOGO

3 Agences à Lomé.

(*) Réseau BANK OF AFRICA au 31/3/2013. *BANK OF AFRICA Network at 31/3/2013.*



Filiales* / Subsidiaries*

1997 ACTIBOURSE

Siège social à Cotonou.
1 Bureau de liaison à Abidjan.
1 contact dans chaque BOA.

2002 AÏSSA

Siège social à Cotonou.

2002 AGORA

Siège social à Abidjan.

2004 ATTICA

Siège social à Abidjan.

2009 BOA-ASSET MANAGEMENT

Siège social à Abidjan.

2010 BOA-FRANCE

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.



Autres structures* / Other entities*

1999 FONDATION BANK OF AFRICA

BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège social à Bamako.
Présente dans 11 pays du Groupe.
Presence in 11 countries where the Group operates.

2000 BUREAU DE REPRÉSENTATION DU GROUPE BOA

BOA GROUP REPRESENTATIVE OFFICE

Siège social à Paris.

Siège social = *Head Office*

Agence = *Branch* - Agence régionale = *Regional Branch*

Centre d'Affaires = *Business Centre*

Créée en... / *Created in*

Bureau de proximité = *Local Branch*

Bureau de liaison = *Liaison Office*

Guichet = *Counter* - Guichet portuaire = *Port Branch*

Intégrée au Réseau BOA en... = *Integrated into BOA Network in...*

30 ans d'expérience au service des clients

30 years of experience serving customers

Un réseau puissant*

5 000 personnes au service de plus d'un million de clients.

Environ 370 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 16 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 450 unités, en expansion continue.

Près de 1 450 000 comptes bancaires.

Une offre étendue et diversifiée

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

Un partenaire bancaire de référence, BMCE BANK,

appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

Des partenaires stratégiques, dont :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

Une expérience africaine unique

Un développement continu depuis 30 ans.

A strong network*

5,000 people at the service of more than one million customers.

About 370 dedicated operating and service support offices in 16 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 450.

Close to 1,450,000 bank accounts.

A wide and varied offer

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

A leading banking partner, BMCE BANK,

which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

Strategic partners, including:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

Unique experience in Africa

Continuous development for 30 years.

Les engagements du Groupe depuis 30 ans

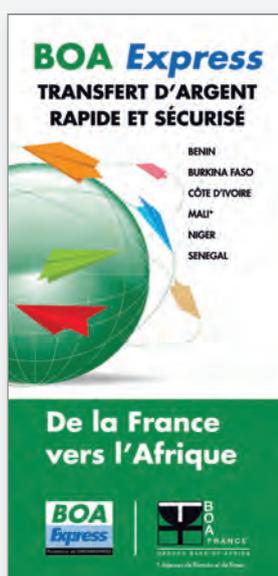
The commitments of the Group for 30 years

-  **La qualité du service offert à la clientèle**
Quality of customer service
-  **Le dynamisme et la disponibilité des équipes**
Dynamic, accessible staff
-  **La solidité financière**
Financial solidity
-  **La cohésion du réseau**
Cohesive network
-  **La diversité des financements proposés**
Wide range of financing solutions
-  **L'expertise en ingénierie financière**
Expertise in financial engineering
-  **La puissance des partenaires**
Strong partners

CA Groupe 2012 : 451,7 Millions d'Euros

Group turnover 2012: 451.7 million euros

Produits & services disponibles



RÉSEAU BOA FRANCOPHONE

BOA-BURKINA FASO

Assurances	Assurance Études	
	Assurance Prévoyance	
	Assurance Retraite	
Comptes	Compte Chèque	_____
	Compte Devises	_____
	Compte Élite	
	Compte Jeunes	
Épargne	Bons de Caisse	
	Bons du Trésor par Adjudication	
	Compte Épargne (Classic)	_____
	Compte Épargne Élite	_____
	Dépôt à Terme	_____
	Plan Épargne Ambition	_____
	Plan Épargne Éducation	_____
	Plan Épargne Logement	_____
	Plan Épargne Pèlerinage	_____
M-Paiement /M-Banking	Airtel Money	
	Orange Money	
Monétique	Carte SÉSAME +	_____
	Carte SÉSAME ÉPARGNE	_____
	Carte VISA LIBRA	_____
	Carte VISA PROXIMA	_____
	Carte VISA Prépayée TUCANA	_____
	Cash Advance MASTERCARD	_____
Multimédia	B-Phone - B-SMS	_____
	B-Web Smart	_____
Packages	Pack FONXIONARIA	_____
	Pack MON BUSINESS	_____
	Pack SALARIA	_____
Prêts	Avance	_____
	Avance Tabaski	
	Découvert Autorisé (Automatique)	_____
	Microfinance	
	Prêt Assurances	
	Prêt Collectif	_____
	Prêt Consommation	_____
	Prêt Équipement	_____
	Prêt Étudiant 2iE	_____
	Prêt Événements Familiaux	
	Prêt Habitation	_____
	Prêt Immobilier « Prêt Ma Maison »	_____
	Prêt Informatique	
	Prêt Personnel	_____
	Prêt Première Installation	
	Prêt Rechargeable	
	Prêt Scolarité « Prêt Tous à l'école »	_____
	Prêt Véhicule	
Transferts & change	BOA Express	_____
	Change Manuel	_____
	Chèques de Voyage	_____
	T-Cash	
	Transfert Flash	_____
	Western Union	_____
Entreprises	Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.	

LA LAGUNE, ABIDJAN - COTE D'IVOIRE 6 AVRIL 2025. 11-45-05



© MW DDB

Rapport d'activité 2012

Activity Report

Le mot du Directeur Général

Comments from the Managing Director



L'exercice 2012 se termine pour la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) par une croissance soutenue de la plupart des indicateurs de performance.

Les ressources collectées auprès de notre clientèle enregistrent un taux de croissance de 17 %, pour s'établir à 262 milliards de F CFA. Cette forte progression des dépôts est obtenue principalement par la croissance des comptes à vue et des comptes d'épargne, composantes peu onéreuses de nos ressources.

La Banque renforce également sa position par les crédits distribués à la clientèle qui s'élèvent à 192 milliards de F CFA avec un taux de croissance de 38 % par rapport à l'exercice précédent, confirmant ainsi son rôle d'acteur majeur dans le financement de l'économie nationale. Le développement des emplois s'est opéré tout au long de l'année et a concerné toutes les catégories de crédits : prêts à la consommation, financement de l'habitat, crédits de campagne, crédits d'exploitation et d'investissement aux entreprises. Ces concours ont touché l'ensemble des segments de notre clientèle.

La rentabilité de la Banque s'est par ailleurs significativement améliorée par rapport à l'exercice 2011 grâce à une bonne progression de l'ensemble des soldes de gestion. Le Produit Net Bancaire (PNB) a crû de 29 % et s'élève à plus de 20 milliards de F CFA, tandis que

2012 ended for BANK OF AFRICA - BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) with a robust improvement in most of its performance metrics.

Customer deposits rose by 17% to CFAF 262 billion, driven mainly by the increase in current and savings accounts, which are relatively economical in terms of the Bank's resources.

The Bank's customer loans also rose, by 38% from the previous year, to CFAF 192 billion, boosting its position and confirming its role as a major player in the financing of the national economy. Loans expanded throughout the year and in all categories, including consumer loans, housing loans, seasonal agricultural loans, and loans to businesses for their operations and investments. Loans were made to all our customer segments.

The Bank's profitability also improved significantly compared to 2011 in all performance metrics. Operating Income rose by 29% to more than CFAF 20 billion, while Gross Operating Profit was up 34% to CFAF 11 billion on the year. After-tax net income rose by more than 60% year-on-year to CFAF 7.9 billion. This positive trend is due to the Bank's marketing performance, as well as close control of operating costs.

le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) marque une croissance de 34 %, soit 11 milliards de F CFA en fin d'exercice. Le résultat net après impôts s'établit à 7,9 milliards de F CFA, en progression de plus de 60 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution positive résulte de la performance de l'activité commerciale, ainsi que de la bonne tenue des charges d'exploitation. En amélioration constante, le coefficient d'exploitation s'affiche à 44 % à la fin de cet exercice 2012.

Ces réalisations ont été rendues possibles grâce à la poursuite diligente des chantiers inscrits dans le Plan Triennal de Développement (PTD) 2010-2012 dont les axes stratégiques visaient la poursuite de la croissance et la consolidation de la position de la Banque sur le marché, l'amélioration de la rentabilité ainsi que le renforcement du professionnalisme des équipes et la fidélisation du capital humain.

Dans un contexte de forte concurrence, les actions de nos équipes se sont inscrites tout au long de l'année dans une logique d'amélioration constante de la qualité du service à la clientèle. Nous saluons ici leur capacité d'adaptation et leur engagement au quotidien qui ont facilité l'atteinte de ces résultats. C'est pourquoi notre rôle a été de poursuivre la responsabilisation accrue des collaborateurs et les actions de formation professionnelle continue, afin de doter nos ressources humaines d'outils techniques et managériaux leur permettant de s'adapter en permanence aux exigences du marché et aux évolutions technologiques de la profession.

The cost-income ratio has improved steadily, and came to 44% at yearend.

These achievements were made possible by diligently executing the projects contained in the 2010-2012 Three-Year-Development Plan, whose strategic goals included further growth and consolidation of the Bank's market position, improved profitability, as well as enhanced staff professionalism and retention of human resources.

Amidst keen competition, throughout the year our staff has pursued the objective of constantly improving the quality of our customer service. We would like to pay tribute here to their flexibility and daily commitment, which made it easier to achieve these results. Our role has been to increase staff accountability and to continue offering professional training, in order to provide our human resources with the technical and managerial tools allowing them to constantly adjust to market standards and to the profession's technological developments.

We pay warm tribute to our customers who have remained loyal and continue to place their trust in us. We will carry on offering them innovative products and attentive services in order to better meet their needs.

Nous rendons un hommage appuyé à nos clients qui nous sont restés fidèles et continuent de nous faire confiance. Des produits et services attentifs et innovants leur seront toujours proposés afin de mieux répondre à leurs besoins.

L'année 2013 marquera le démarrage du nouveau PTD 2013-2015 dont les axes prioritaires s'articulent autour des enjeux du développement de l'activité commerciale, de l'élargissement de notre offre de produits, de la maîtrise des risques et de la professionnalisation accrue des fonctions critiques de la Banque.

Pour faire face à l'ensemble de ces défis, l'organisation de la Banque a été revue avec un organigramme mieux ajusté à notre taille et notre effectif. Le nouveau dispositif apporte par ailleurs une réponse au besoin du renforcement de l'encadrement du personnel et à la nécessité d'une réorganisation commerciale de l'activité. Ainsi, un deuxième poste de Directeur Général Adjoint en charge du Support a été créé, en même temps que plusieurs pôles en rapport avec les différents marchés et filières de la Banque. Notre premier Centre d'Affaires a également vu le jour en fin d'année. Ce centre, qui est le couronnement de notre Plan d'Action Commerciale Annuel, nous offre un outil pour une meilleure approche de la clientèle entreprise dans la diversité de ses besoins.

Cette dynamique s'insère dans notre stratégie de placer constamment le client au cœur de nos actions. Nous poursuivrons l'élargissement du réseau d'agences pour un service toujours plus proche de la clientèle.

2013 will feature the start-up of the new 2013-2015 Three-Year Plan, whose priority goals are to develop our marketing activity, expand our range of products, enhance our risk management, and increase professionalism in the Bank's critical roles.

To meet all these challenges, the Bank's organisation has been adjusted to our size and headcount. The new set-up addresses our need for increased staff supervision and a commercial reorganisation of our activities. Hence a second Deputy Managing Director position, in charge of support staff, has been created, along with several departments for the Bank's various markets and customer segments. Our first Business Centre was also opened late in the year. The new centre, which is the culmination of our Annual Marketing Action Plan, endows us with a tool to better address the many and diverse needs of our business customers.

All this is part of our strategy of constantly keeping the customer at the heart of what we do. We continue to expand our branch network to be even closer to them. This objective will be pursued further with the construction of the Bank's new headquarters, work on which will begin in the first quarter of 2013.

Notre dispositif d'accueil sera complété par la construction du nouveau siège de la Banque dont les travaux débiteront dans le courant du premier trimestre 2013.

Nous tenons à remercier le Conseil d'Administration et l'ensemble des actionnaires qui nous accompagnent au quotidien par leurs encouragements et leurs conseils avisés.

Sébastien TONI

Directeur Général

We would like to thank the Board of Directors and all our shareholders, who assist us daily with their encouragement and wise advice.

Sébastien TONI

Managing Director

Faits marquants 2012

Highlights 2012

Mai

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2012 pour les Cadres du Groupe, à Marrakech, au Maroc.

Juin

Signature d'une convention avec la BOA-CÔTE D'IVOIRE, permettant d'offrir des services bancaires et financiers à la diaspora burkinabé vivant en Côte d'Ivoire.

Août

Participation à une campagne nationale de reforestation lancée par le gouvernement, avec la plantation d'un millier d'arbres par le personnel dans un parc proche de la capitale.

Septembre

Ouverture de l'Agence de Tenkodogo, ville située à 200 km au sud-est de la capitale.

Lancement de l'Emprunt Obligataire BANK OF AFRICA – BURKINA FASO 6,25 % 2011-2017 par appel public à l'épargne, d'un montant de 4 milliards de F CFA.

Octobre

Dépassement du seuil des 140 000 clients.

Novembre

Franchissement du seuil de 250 milliards de F CFA de dépôts de la clientèle.

Décembre

Ouverture d'un Centre d'Affaires à Ouagadougou, le premier au Burkina Faso.

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2012 pour les Administrateurs du Groupe, à Arusha, en Tanzanie.

Dépassement du seuil des 300 milliards de F CFA de total bilan.

May

Participation in the 2012 BANK OF AFRICA network management meetings, in Marrakech, Morocco.

June

Signing of an agreement with BOA-CÔTE D'IVOIRE to offer banking and financial services to the Burkinabe diaspora living in Côte d'Ivoire.

August

Participation in the government's national reforestation campaign, with staff planting about 1,000 trees in a park near the capital.

September

Opening of a branch in Tenkodogo, a city 200 km southeast of the capital.

Launch of the BANK OF AFRICA – BURKINA FASO 6.25% 2011-2017 bond issue to retail investors, in an amount of CFAF 4 billion.

October

Crossing of the 140,000-client threshold.

November

Crossing of the CFAF 250 billion threshold in customer deposits.

December

Opening of a Business Centre in Ouagadougou, the first in Burkina Faso.

Participation in the 2012 BANK OF AFRICA Directors meetings, in Arusha, Tanzania.

Crossing of the CFAF 300 billion threshold in balance sheet assets.



Signature de la Convention "Diaspora" entre les DG de la BOA-CÔTE D'IVOIRE et de la BOA-BURKINA FASO.

Signing of the "Diaspora" Convention between the MD of BOA-CÔTE D'IVOIRE and BOA-BURKINA FASO.

Rencontres pour les Cadres du Groupe, à Marrakech, Maroc.

2012 network management meetings, in Marrakech, Morocco.



Chiffres clés au 31/12/2012

Key figures on 31/12/2012

Total Bilan*

348 130

Total Assets*

Activité / Activity

Dépôts clientèle* **261 785**
*Deposits**

Créances clientèle* **191 615**
*Loans**

Résultat / Income

Produit Net Bancaire* **20 575**
*Net operating income**

Charges de fonctionnement* **8 214**
*Operating expenses**

Résultat Brut d'Exploitation* **11 466**
*Gross operating profit**

Résultat Net* **7 916**
*Net income**

Coefficient d'Exploitation (%) **44.27**
Operating ratio (%)

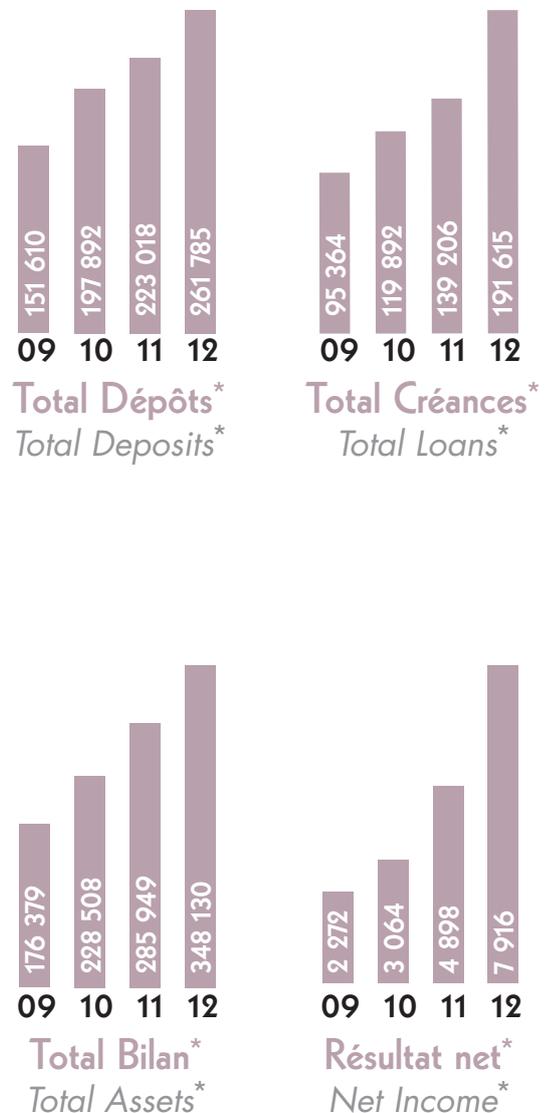
Structure / Structure

Fonds Propres après répartition* **23 412**
*Shareholders' equity after distribution**

Fonds Propres/Total Bilan (%) **6.73**
Shareholders' equity/Total assets (%)

Effectif moyen pendant l'exercice **277**
Average number of employees

Évolution de 2009 à 2012 Evolution from 2009 to 2012



(*) En millions de F CFA / (*) In CFAF millions

Engagements citoyens de la Banque

Durant l'année 2012, la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) a poursuivi et renforcé ses actions citoyennes, notamment dans les domaines social, économique et environnemental.

Social

- Participation à la 5^e Édition du Marathon International BOA de Bamako, par le financement du déplacement d'une délégation.
- Don de 15 bourses d'études aux orphelines de pensionnés de la Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires (CARFO).
- Don de 23 ronds-points mobiles à la Direction Générale de la Police Nationale, destinés à être disposés aux carrefours afin de faciliter la circulation routière.



Marathon BOA 2012

Les "Cadets" au départ de la course.

Économique

L'année 2012 a été marquée par la poursuite et la concrétisation de plusieurs actions de financements déjà entreprises les années passées :

- Appui à l'agriculture, et notamment à la filière coton, l'un des principaux produits d'exportation du Burkina, par un prêt de 22,26 milliards de F CFA à la SOFITEX et un prêt de 12,11 milliards de F CFA à la SOCOMA.
- Appui aux entreprises agro-alimentaires par un prêt de 7 milliards de F CFA à la SN CITEC et un prêt de 2 milliards de F CFA à la GTOPOB.
- Appui au secteur des télécommunications par un prêt de 4 milliards de F CFA à l'ONATEL.
- Appui au secteur de la santé par un prêt de 3 milliards de F CFA à la CAMEG.
- Appui au secteur de l'élevage, par la poursuite de la commercialisation du produit « Embouche Bovine ».



Remise de box (ronds-points mobiles) à la Direction Générale de la Police Nationale.
Photo de famille avec la Direction Générale de la Police Nationale à l'issue de la cérémonie de remise.

Actions de la Fondation BOA

Sponsoring de la sortie de promotion de l'université de Koudougou, par l'octroi de prix spéciaux à des étudiants d'une valeur totale de 2,4 millions de F CFA.

Contribution de 10 millions de F CFA remise à la Chambre de Commerce, pour l'opération « Song-Taaba » organisée par le Gouvernement, destinée à lutter contre la crise alimentaire.

Soutien au secteur de l'éducation par la participation à l'émission de la télévision nationale « Tableau d'Honneur », pour un montant de 20 millions de F CFA.



Les meilleurs élèves du Pays
reçus par la Direction Générale de la Banque.

Environnemental

- Plantation d'un millier d'arbres de 13 espèces locales différentes par le personnel de la Banque dans un parc proche de la capitale pendant la Campagne Nationale de Reforestation lancée par le Gouvernement.

- Financement de plusieurs entreprises pour des travaux d'assainissement et de traitement des eaux usées de la ville de Bobo-Dioulasso.

De plus, pour soutenir les actions en faveur de l'environnement, notre Banque se refuse à financer tout projet pouvant présenter des conséquences néfastes sur l'environnement.



L'équipe de la Banque après avoir procédé à une plantation d'arbres dans un parc urbain.

Conseil d'Administration

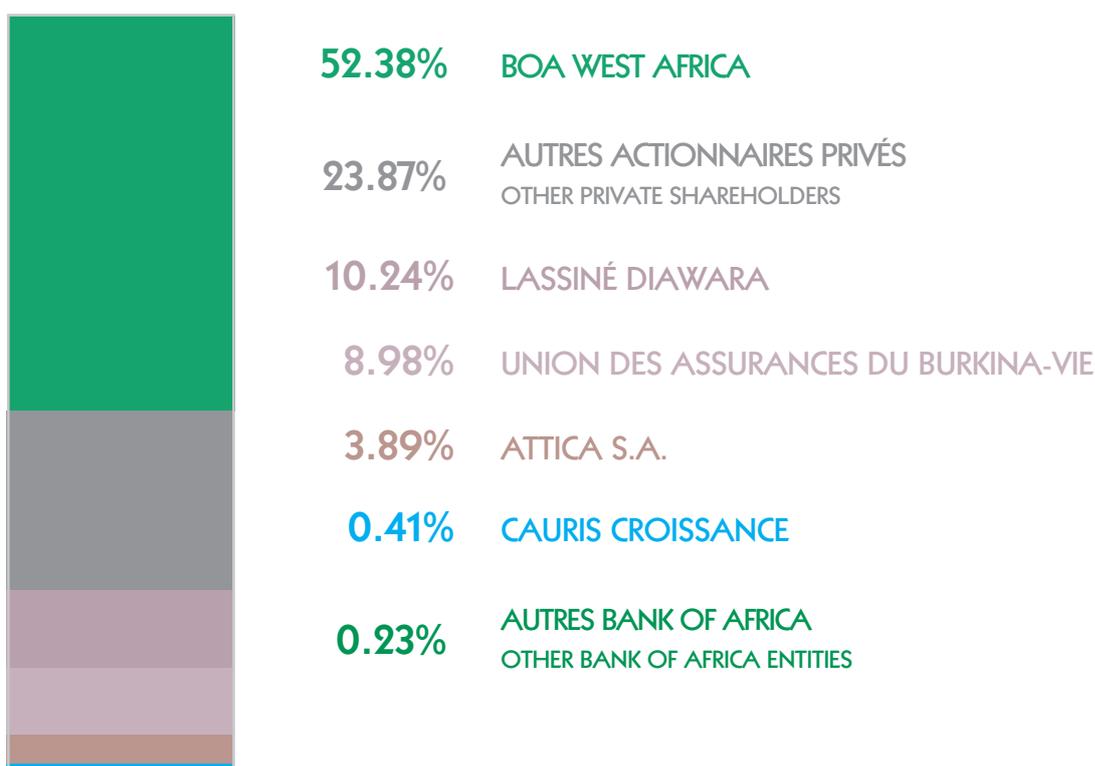
Board of Directors

Au 5 avril 2013, le Conseil d'Administration, de 9 membres, est composé comme suit :
 At 5th April 2013, the Board of Directors comprised the following 9 members:

Lassiné DIAWARA, Président / <i>Chairman</i>	Mamadou KA
BOA WEST AFRICA, représentée par <i>represented by</i> Lala MOULAYE	Delchan OUEDRAOGO
Mohamed BENNANI	UNION DES ASSURANCES DU BURKINA-VIE, représentée par <i>represented by</i> Soumaila SORGHO
BANK OF AFRICA – NIGER, représentée par <i>represented by</i> Boureima WANKOYE	Abderrazzak ZEBDANI
CAURIS CROISSANCE, représentée par <i>represented by</i> Noël Yawo EKLO	

Capital

Au 5 avril 2013, la répartition du capital s'établit comme suit :
 At 5th April 2013, the Bank's capital was held as follows:



DOWNTOWN, DJIBOUTI - DJIBOUTI. JULY 6TH 2025. 11 :50 :00 AM



© MW DDB

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 avril 2013

Le cadre économique & financier de l'exercice 2012

L'environnement international

Après une timide reprise affichée en début d'année, l'activité économique s'est essoufflée, demeurant lente, irrégulière et assez fragile. Les pays émergents affichent néanmoins une croissance un peu plus robuste en comparaison de celle des pays avancés.

Au niveau mondial

L'amorce d'une reprise de l'activité économique a été quelque peu freinée par les effets de la crise de l'endettement dans les pays avancés. Il ressort, selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), que le taux de croissance mondiale serait de 3,3 % en 2012 contre 3,8 % en 2011. Cette croissance est essentiellement portée par celle des économies émergentes, ayant notamment mieux résisté aux contrecoups des tensions sur les marchés financiers. Hors énergies et produits alimentaires, l'évolution globale des prix est en baisse continue avec une progression moyenne de 1,6 %.

Aux États-Unis

La croissance économique a été modérée, suite notamment à la hausse des dépenses de consommation publiques et privées ainsi qu'à l'accélération de l'investissement privé résidentiel. Le PIB a ainsi augmenté de 3,1 % en moyenne annuelle sur le troisième trimestre, contre 1,3 % au second trimestre. Hors produits alimentaires et énergie le taux d'inflation annuelle est resté assez stable, 1,9 % en novembre contre 2 % le mois précédent. Le taux de chômage se stabilise également pour atteindre 7,8 % en décembre 2012, niveau le plus bas depuis quatre ans. **La croissance économique est attendue à 2,2 % en 2012**, contre 1,8 % une année auparavant.

Dans la zone Euro

Marquée au cours de l'année 2012 par une faiblesse de la consommation privée, une fragilité de la confiance des consommateurs, la hausse du cours des matières premières et la crise de la dette, l'environnement économique est plein d'incertitudes. Aussi **le PIB devrait afficher une baisse pour se situer entre 0,6 % et 0,4 %**. Les différentes mesures initiées par l'Union Européenne (UE) en vue de juguler les effets de la crise de l'endettement devraient permettre de ramener en 2013 la croissance du PIB entre - 0,9 % et 0,3 %. La stagnation de l'activité économique entraîne une augmentation du taux de chômage qui atteint 11,8 % en novembre 2012. Cette situation pourrait se détériorer au regard des différents plans sociaux annoncés dans certains pays de la zone.

En Chine

Le volume de l'activité économique s'est un peu amenuisé malgré une demande intérieure assez forte. La croissance économique ressortirait à 7,8 % contre 9,2 % en 2011. L'inflation, en très légère hausse en novembre 2012, 2 % contre 1,7 % en octobre, serait liée à la flambée des prix des produits alimentaires. Pour 2012, le taux d'inflation s'établirait en moyenne à 3 %, tandis que le taux de chômage ressortirait à 4,1 %.

En Afrique subsaharienne,

Les perspectives d'une croissance économique vigoureuse seraient attendues, eu égard notamment à l'augmentation des volumes d'exportations et à la constance des envois de fonds des travailleurs



émigrés. Toutefois, un ralentissement de la dynamique de croissance lié à certains conflits internes et à la sécheresse dans certaines régions pourrait atténuer quelque peu ces perspectives. Le taux de croissance économique selon la Banque Mondiale est attendu à 4,6 % en 2012 contre 4,5 % en 2011. La région devrait rester exposée à l'éventualité d'une hausse de l'inflation, même si celle-ci est en baisse pour s'établir à 8 % en 2012.

L'évolution de la situation économique dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

L'environnement économique s'améliore grâce à la normalisation progressive des situations socio-économiques, sécuritaires et économiques en Côte d'Ivoire. Les retombées d'une bonne campagne agricole 2012/2013, ainsi que le dynamisme dans les secteurs minier et le BTP, consolideraient la croissance de l'Union qui ressortirait à 5,8 % pour l'année 2012. Néanmoins, cette performance pourrait être affectée par les conflits et tensions en cours dans certains États membres. La baisse observée sur les prix des produits pétroliers, et sur l'indice des cours des produits alimentaires de 0,9 %, permet, entre autres, de contenir le taux d'inflation qui se chiffre à 2,9 % à fin novembre 2012. La baisse des prix des céréales locales, en lien avec la disponibilité sur le marché des nouvelles récoltes dans la plupart des pays sahéliens, contribuerait à la décélération de l'inflation au cours du quatrième trimestre 2012 pour se situer à 2,5 % à fin décembre.

Sur le plan financier, l'activité boursière régionale connaît un certain regain comparativement à 2011. En effet, au cours de l'année 2012 les indices BRVM 10 et BRVM composite sont en hausse par rapport à l'année précédente.

La situation économique et financière au Burkina Faso

↗ Produit Intérieur Brut + 8 %

Au Burkina Faso, au regard des dernières projections, la croissance du PIB devrait être de 8 % en 2012 contre 4,2 % un an auparavant. Cette forte progression est notamment imputable au dynamisme du secteur agricole et au développement du secteur minier, celui de l'or principalement. En effet, nonobstant la baisse de 7,5 % du volume d'or produit par rapport à l'année dernière, on assiste à un apport financier soutenu de ce secteur grâce à la hausse du cours moyen de l'once d'or de 6,4 % sur la même période, pour se situer à 1 848,58 d'USD.

On note par ailleurs une bonne mobilisation des recettes fiscales, 1 011,95 milliards de F CFA pour l'année 2012 contre 797,82 milliards de F CFA un an plus tôt. Le taux de réalisation par rapport aux prévisions de recettes propres est de 108,6 %.

L'inflation à fin décembre 2012 ressort en hausse par rapport à l'année précédente pour se situer à 3,8 %. L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) comparativement à son niveau de 2011, suit la même tendance haussière en augmentant de 1,7 %.

Pour l'année 2013, comme pour la précédente, les options stratégiques ont été définies sur la base des objectifs fixés par la SCADD (Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable), et s'articulent autour des priorités suivantes :

- la poursuite du soutien au secteur agro-sylvo-pastoral, aux infrastructures de transport et d'énergie ;
- la consolidation des acquis sociaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et de l'emploi ;
- la promotion de la gouvernance et la lutte contre la corruption par l'outillage des acteurs de la justice et du contrôle ;
- le renforcement de la sécurité (intérieure et défense nationale).

Les ressources prévisionnelles pour 2013 sont de 1 424 milliards de F CFA, soit un accroissement de 17,7 % par rapport à 2012, tandis que les dépenses sont estimées à 1 638 milliards de F CFA, en hausse de 16,8 %. Il apparaît un besoin de financement de 214 milliards de F CFA, qui devra être comblé par des appuis budgétaires et des recettes issues d'émissions obligataires.

Les réformes structurelles en cours visent à améliorer la mobilisation des recettes fiscales, à poursuivre l'efficacité dans les paiements des salaires du secteur public et à améliorer la capacité de gestion de la dette.

En outre, le gouvernement poursuit la révision du code minier dans le but de le faire correspondre aux meilleures pratiques internationales.

Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2012

L'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2012 aura été celui de la confirmation des performances obtenues l'exercice précédent, se traduisant par une progression sensible tant du bilan que du résultat de la Banque.

↗ **Total Bilan + 21,75 %**

Le total du bilan atteint ainsi le montant de 348 130 millions de F CFA, après une augmentation de 62 180 millions de F CFA, soit 21,75 %. Cette évolution a notamment pour origine l'accroissement sensible des emplois et des ressources de la Banque.

Les ressources clientèle connaissent une croissance annuelle de 17,38 % et s'établissent à 261 785 millions de F CFA, portée notamment par l'évolution des comptes sur livret et des comptes à vue respectivement de 10 683 millions de F CFA et 20 281 millions de F CFA.

Les comptes à vue renforcent leur poids relatif dans la structure des ressources et représentent 44,37 % du total des ressources collectées contre 42,99 % l'année précédente.

➔ PDM ressources 16 %

La part de marché de la Banque, en termes de ressources, atteint 16 % en novembre 2012 et nous maintient ainsi au 2^e rang des banques burkinabé.

La progression de la base clientèle est illustrée par la variation positive du nombre de comptes de 30,74 %, soit 34 310 nouveaux comptes.

Le nombre de comptes à vue des particuliers augmente de 19,51 %, tandis que leur encours progresse de 3,43 % passant de 15 473 millions de F CFA à 16 005 millions de F CFA.

Le volume des dépôts collectés au titre des comptes d'épargne a évolué de 10 683 millions de F CFA pour s'établir à 38 053 millions de F CFA, soit **une progression de 39,03 %** et représente 14,53 % de l'ensemble des ressources de la clientèle.

Les comptes à terme progressent de 9 062 millions de F CFA, soit 9,76 % à fin 2012. Leur poids relatif régresse de 2,7 points et s'établit à 38,93 % de l'ensemble des ressources de la clientèle.

Les autres dépôts reçus en garantie et provisions en couverture de crédits documentaires voient leur encours passer de 6 918 millions de F CFA à 5 660 millions de F CFA, soit **- 18,18 %** à fin 2012.

➔ PDM emplois 14,8 %

Les emplois clientèle se chiffrent à 191 615 millions de F CFA, en croissance de 37,65 % par rapport à l'exercice précédent où ils s'établissaient à 139 206 millions de F CFA. Cette évolution favorable est portée par l'ensemble des catégories de crédits. La part de marché de la Banque se situe à 14,8 % à fin novembre 2012.

Les crédits de campagne de commercialisation du coton enregistrent une progression de 51,22 % pour s'établir à 15 370 millions de F CFA contre 10 164 millions de F CFA à fin 2011, et représentent 8,02 % du total des emplois directs de la Banque.

Les escomptes affichent un encours de 5 327 millions de F CFA, connaissant une hausse de 166,69 %.

Les découverts augmentent en un an de 12 114 millions de F CFA soit 116,71 % pour se situer à 22 494 millions de F CFA. Leur part dans les engagements globaux s'établit à 11,73 %.

Les prêts à court terme représentent 23,05 % du portefeuille total contre 25,37 % à fin 2011 et se chiffrent à 44 177 millions de F CFA.

Les prêts à moyen terme se situent à 95 498 millions de F CFA, en augmentation de 25,20 %, grâce aux crédits d'investissement accordés aux entreprises et aux prêts d'équipement octroyés aux particuliers. Leur part dans les engagements globaux s'établit à 49,83 %.

Les engagements par signature, avec un encours global de 47 981 millions de F CFA, enregistrent



Agence de Tampouy, à Ouagadougou.
The Tampouy Branch, in Ouagadougou.

un repli de 23,36 %. Les ouvertures de crédits documentaires s'élevèrent à 22 697 millions de F CFA, soit une hausse de 7,68 %. Passant de 41 528 millions de F CFA à fin 2011 à 25 284 millions de F CFA en 2012, l'encours des cautions et avals délivrés en faveur de la clientèle a connu une diminution de 39,12 %.

Les produits d'exploitation atteignent 29 731 millions de F CFA, en progression de 24,64 % par rapport à la fin de l'exercice précédent. Cette évolution favorable ne tient pas compte des produits exceptionnels essentiellement constitués de reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses, qui s'élevèrent à 2 035 millions de F CFA.

Les produits de trésorerie ont enregistré un repli de 9,2 % comparativement à l'exercice précédent en se situant à 1 787 millions de F CFA.

Les produits de clientèle atteignent 27 944 millions de F CFA contre 21 885 millions de F CFA à fin 2011, soit une croissance de 27,69 %. Cette évolution significative a été possible grâce à la progression aussi bien des intérêts sur les prêts que des produits sur les titres de placement. Les produits des commissions sur opérations et les produits des titres de participations contribuent également pour leur part à cette évolution.

Le montant total des commissions est passé de 6 232 millions de F CFA à 7 807 millions de F CFA à fin 2012, **progressant de 25,28 %**.

Dans la catégorie des autres produits, dont le montant total s'élève à 2 392 millions de F CFA, le poste le plus important, **celui des reprises de provisions pour créances douteuses et litigieuses, se chiffre à 2 035 millions de F CFA**, contre 2 205 millions de F CFA à la fin de l'année 2011, soit un repli de 7,73 %.

Les charges d'exploitation s'élevèrent à fin 2012 à 9 129 millions de F CFA contre 7 416 millions de F CFA en 2011, soit **un accroissement de 23,1 %** d'une année sur l'autre et un retard de 2,5 % par rapport au budget.

Les charges bancaires suivent la même tendance, en raison notamment du poids de l'encours des dépôts rémunérés, en passant de 7 876 millions de F CFA à fin 2011 à 9 160 millions de F CFA à fin décembre 2012, **soit une progression de 16,3 %**.

Les charges de personnel sont de 2 908 millions de F CFA pour 2 769 millions de F CFA prévus au budget, et sont en avance de **139 millions de F CFA sur les prévisions budgétaires. Les autres frais généraux** s'élevèrent à 5 306 millions de F CFA, enregistrant un retard de 5,62 % sur le budget arrêté à 5 622 milliards de F CFA.

Les autres charges sont essentiellement constituées de diverses provisions et charges dont le poste principal est celui relatif aux provisions sur créances douteuses et litigieuses dont le montant passe de 3 992 millions de F CFA à 2 703 millions de F CFA en fin d'exercice 2012, soit une diminution de 32,30 %.



La nouvelle Agence de Tenkodogo.
The new Tenkodogo Branch.

➤ Produit Net Bancaire + 28,77 %

Le développement de l'activité de la Banque, conjugué à une bonne maîtrise des charges, a contribué à dégager un **Produit Net Bancaire (PNB) de 20 575 millions de F CFA, en croissance de 28,77 % sur l'exercice.**

Après prise en compte des frais directs d'exploitation de 8 214 millions de F CFA, en augmentation de 22,78 % et de la dotation aux amortissements de 894 millions de F CFA, **le résultat brut d'exploitation (RBE) s'établit à 11 466 millions de F CFA**, enregistrant ainsi une progression de 33,89 % par rapport à 2011.

Le résultat de l'exercice avant impôt s'élève à 10 219 millions de F CFA, en progression de 63,59 % par rapport à l'exercice antérieur.

➤ Résultat Net + 61,62 %

L'estimation d'un impôt sur le bénéfice commercial de 2 368 millions de F CFA, et sa prise en compte, nous conduit à un **résultat net qui s'établit à 7 916 millions de F CFA**, en hausse de 61,62 % relativement à l'exercice précédent.

Compte tenu du bénéfice réalisé de 7 916 millions de F CFA, et du report à nouveau antérieur de 3 967 millions de F CFA, le Conseil d'Administration vous propose l'affectation suivante :

Total à répartir 2012	11 883 309 159 F CFA
Réserve légale (15 % RN)	1 187 437 452 F CFA
Dividendes bruts	5 542 400 000 F CFA
Report à nouveau	5 153 471 707 F CFA

Ce montant de 5 542 400 000 F CFA affecté aux dividendes, permet de servir aux détenteurs des 800 000 actions de la Banque, un dividende brut de 6 928 F CFA par action, correspondant à 69,28 % du capital.

Le dividende net par action, après règlement de l'IRVM (12,5 %) serait de 6 062 F CFA soit un rendement de 26,35 % net par rapport au cours d'introduction en bourse (23 000 F CFA) qui a par ailleurs connu une progression de plus de 91 % à 44 000 F CFA.

Les Fonds propres après cette affectation du résultat 2012 se chiffreraient à 23 412 millions F CFA.

Il convient de féliciter la Direction Générale et l'ensemble des collaborateurs pour la qualité des résultats obtenus au terme de l'exercice 2012, et les encourager à poursuivre leurs efforts de consolidation de la position de la Banque dans un contexte concurrentiel de plus en plus difficile.

Le Conseil d'Administration remercie également les Actionnaires dont le soutien permanent et sans réserve ne lui a jamais fait défaut.

Report by the Board of Directors

to the Annual General Meeting held on 5 April 2013

Economic & financial trends during fiscal year 2012

The international environment

After starting the year off with a tentative recovery, economic activity ran out of steam, remaining slow, unsteady and rather weak. Emerging economies nonetheless achieved slightly more robust growth than mature economies.

Globally

Globally, the nascent economic recovery was slowed slightly by fallout from the debt crisis in mature economies. The latest forecasts of the International Monetary Fund (IMF) put global growth at 3.3% in 2012, down from 3.8% in 2011. This growth was driven mainly by emerging economies, which held up better to the impact of financial market disruptions. When excluding energy and food products, total inflation receded steadily and averaged 1.6%.

In the United States

In the United States, economic growth was moderate, due mainly to the increase in public and private consumption and the acceleration in private residential investment. GDP thus rose by an annual average of 3.1% in the third quarter, up from 1.3% in the second quarter. Core inflation (ex-food and energy) was rather stable, at 1.9% in November, vs. 2% the previous month. The unemployment rate also stabilised at 7.8% in December 2012, a four-year low. Economic growth is projected at 2.2% in 2012, vs. 1.8% one year previously.

In the Euro zone

In the Euro zone, which was marked during 2012 by lacklustre private consumption, weak consumer confidence, higher commodity prices, and the debt crisis, the economic environment was full of uncertainties. As a result, GDP fell by between 0.6% and 0.4%. The various measures of the European Union (EU) to address the debt crisis should bring 2013 GDP growth to between -0.9% and 0.3%. The stagnation in economic activity sent the unemployment rate to 11.8% in November 2012, and it could get worse, given the layoffs announced in certain Euro zone countries.

In China

In China, the volume of economic activity slowed slightly despite rather strong domestic demand. Economic growth is estimated at 7.8%, vs. 9.2% in 2011. Inflation rose very slightly to 2% in November, from 1.7% in October, due to a spike in food prices. For 2012, inflation averaged an estimated 3%, while unemployment was estimated at 4.1%.

In Sub-Saharan Africa

In Sub-Saharan Africa, robust economic growth is expected, given the increase in export volumes and the steady flow of emigrant worker remittances. However, this outlook could be darkened somewhat by slower growth linked to certain domestic conflicts and drought in certain regions. The World Bank projects economic growth at 4.6% in 2012, vs. 4.5% in 2011. The region is likely to remain exposed to a possible inflation to 8% in 2012, albeit slightly lower than previously.

WAEMU economic trends

The economic environment improved as socio-economic, security and economic situations gradually returned to normal in Côte d'Ivoire. The benefits of a bumper 2012/2013 harvest, as well as strong growth in the mining and construction sectors are expected to have consolidated growth in the WAEMU at 5.8% in 2012. However, this performance could be undermined by unrest and strife in some member-states. Lower oil product prices and the 0.9% decline in the food price index kept inflation at 2.9% as of the end of November 2012. The decline in local grain prices, as new harvests in most Sahel countries came to market, was expected to help temper inflation in the fourth quarter of 2012 to 2.5% at the end of December. Financially, the regional securities market activity picked up from 2011 to 2012, with the BRVM 10 and BRVM composite indices up compared to the previous year.

The economic and financial situation of Burkina Faso

In Burkina Faso, the latest projections put GDP growth at 8% in 2012, vs. 4.2% one year previously. This sharp increase is due mainly to a strong farming sector and an expansion in the mining sector, gold mainly. For, while gold output fell by 7.5% compared to the previous year, the sector made a robust financial contribution, driven by the 6.4% increase in the average gold price over the same period, to USD 1,848.58 per ounce.

Meanwhile, tax receipts rose briskly, to CFAF 1,011.95 billion in 2012 from CFAF 797.82 billion one year earlier. This amounted to 108.6% of the projected amount.

Inflation at end-December 2012 was up from one year previously, at 3.8%. The Harmonised Index of Consumer Prices (HICP) remained on the same upward trend as in 2011, rising 1.7%.

For 2013, as in 2012, strategic options were set on the basis of the objectives of the Strategy for Accelerated Growth and Sustainable Development (SCADD) and revolve around the following priorities:

- continued support for farming, forestry and other rural sectors, as well as transport and energy infrastructures;
- the consolidation of social advances in healthcare, education, social protection and employment;
- the promotion of good governance and the fight against corruption by making greater resources available to judicial and oversight authorities;
- the reinforcement of security (both internal and national defence).

Resources are expected to increase by 17.7%, year-on-year, in 2013 to CFAF 1,424 billion, while expenses are estimated at CFAF 1,638 billion, up 16.8%. The resulting CFAF 214 billion in financing needs are expected to be met by fiscal supports and bond issuance receipts.

Ongoing structural reforms aim to marshal greater tax receipts, to continue to enhance efficiency in paying public-sector salaries, and to improve debt-servicing capacity.

Meanwhile, the government continues to revise the mining code to bring it more in line with international best practices.

Financial statements and balance sheet analysis for fiscal year 2012

The fiscal year ended on 31 December 2011 confirmed the Bank's performances of the previous year, with tangible progress in both the Bank's balance sheet and its results.

Total assets came to CFAF 348,130 million, up CFAF 62,180 million, or 21.75%. This increase was driven mainly by the substantial increase in the Bank's deposits and loans.

Customer deposits rose by 17.38% to CFAF 261,785 million, driven mainly by savings accounts and ordinary accounts, which increased, respectively, by CFAF 10,683 million and CFAF 20,281 million.

Ordinary accounts increased their relative weight in the overall composition of the Bank's portfolio and now account for 44.37% of total deposits, against 42.99 % last year.

The Bank's market share in deposits came to 16% in November 2012, thus keeping us Burkina Faso's second-largest bank.

The increase in the customer base is reflected in the 30.74% rise in the number of accounts, hence 34,310 new accounts.

The number of private current accounts rose by 19.51%, while total balances in this category were up 3.43%, from CFAF 15,473 million to CFAF 16,005 million.

Total deposits into savings accounts increased by 39.03%, or by CFAF 10,683 million, to CFAF 38,053 million and accounted for 14.53% of total customer deposits.

Term deposit accounts gained CFAF 9,062 million, or 9.76% at the end of 2012. Their relative share rose by 2.7 points to 38.93% of total customer deposits.

Other deposits received as guarantees and provisions for documentary credits fell by 18.18%, from CFAF 6,918 million to CFAF 5,660 million at the end of 2012.

Customer loans rose by 37.65% to CFAF 191,615 million from the previous year, when they came to CFAF 139,206 million. This favourable trend was driven by all loan categories. The Bank's market share came to 14.8% at the end of November 2012.

Seasonal loans for cotton sales rose by 51.22% to CFAF 15,370 million from CFAF 10,164 million at the end of 2011 and account for 8.02% of the Bank's total direct loans.

Discounts rose by 166.69% to CFAF 5,327 million.

Overdrafts rose in one year by 116.71%, i.e., by CFAF 12,114 million, to CFAF 22,494 million. They amounted to 11.73% of total commitments.

Short-term loans accounted for 23.05% of the total portfolio, down from 25.37% at end-2011, and came to CFAF 44,177 million.

Medium-term loans rose by 25.20% to CFAF 95,498 million, thanks to investment credit to companies and equipment loans to individuals. They made up 49.83% of overall commitments.

Off-balance sheet commitments totalled CFAF 47,981 million, a 23.36% decline. Documentary credits rose by 7.68% to CFAF 22,697 million. Guarantees granted to customers dropped by 39.12%, from CFAF 41,528 at end-2011 to CFAF 25,284 million at the end of 2012.

Operating income rose by 24.64% from the previous year to CFAF 29,731. This figure does not include exceptional income, which is made up mainly of CFAF 2,035 million in provisions write-backs on doubtful and litigious debts.

Treasury income fell by 9.2% from the previous year to CFAF 1,787 million.

Customer income came to CFAF 27,944 million, a 27.69% increase from the CFAF 21,885 million figure of the end of 2011. This robust gain was made possible by both interest on loans and income on investment products. Commission income on transactions and income on participation certificates also took part in this trend.

Total income from commissions rose by 25.28%, from CFAF 6,232 million to CFAF 7,807 million at the end of 2012.

Other income totalled CFAF 2,392 million, including the largest item, **the write-back of provisions for doubtful and litigious debts, in the amount of CFAF 2,035**, down 7.73% from CFAF 2,205 million at yearend 2011.

Operating expenses rose by 23.1%, to CFAF 9,129 million at end-2012 from CFAF 7,416 million at end-2011, which is 2.5% below the budgeted objective.

Banking expenses followed the same trend, due mainly to the weight of remunerated deposits. Banking expenses **increased by 16.3%**, from CFAF 7,876 million at end-2011 to CFAF 9,160 million at end-December 2012.

Personnel costs came to **CFAF 2,908 million, or CFAF 139 million above the budgeted figure** of CFAF 2,769 million. **Other overhead expenses** came to CFAF 5,306 million, or 5.62% below the CFAF 5,622 billion budgeted figure.

Other expenses mainly comprise various provisions and expenses. The largest of these is the provision for doubtful and litigious debts, which fell by 32.30%, from CFAF 3,992 million to CFAF 2,703 million at yearend 2012.

The Bank's increased activity, combined with tight control of costs, **led to a 28.77% increase in Net Banking Income (NBI) to CFAF 20,575 million.**

After taking into account CFAF 8,214 million in direct operating expenses (up by 22.78%) and CFAF 894 million in amortisation, **gross operating income (GOI) came to CFAF 11,466 million**, a 33.89% increase vs. 2011.

Pre-tax net income came to **CFAF 10,219 million**, up 63.59% from one year earlier.

Based on estimated income tax of CFAF 2,368 million, net income came to CFAF 7,916 million, up 61.62% from one year previously.

In light of this CFAF 7,916 million in profit and the previous balance carried forward of CFAF 3,967 million, the Board of Directors proposes the following allocation:

2012 total for distribution	CFAF 11,883,309,159
Legal reserve (15% of net income)	CFAF 1,187,437,452
Gross dividends	CFAF 5,542,400,000
Balance brought forward	CFAF 5,153,471,707

This CFAF 5,542,400,000 allocated to dividends amounts to a CFAF 6,928 per share payout on the Bank's 800,000 shares, equivalent to 69.28% of capital.

Net dividend per share, after payment of a 12.5% dividend tax, comes to CFAF 6,062, or a net 26.35% yield compared to the share's issue price (CFAF 23,000), which, incidentally, has risen by more than 91% to CFAF 44,000.

Shareholders' equity after this allocation of 2012 earnings comes to CFAF 23,412 million.

Management and all employees are to be congratulated for the quality of the results achieved in the 2012 financial year. They are encouraged to continue their efforts to consolidate the Bank's position amidst an increasingly difficult competitive environment.

The Board of Directors would also like to pay tribute to the Bank's shareholders for their unfailing and unconditional support.

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2012

En exécution de la mission de Commissariat aux Comptes qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre Banque, nous vous présentons notre rapport prévu par l'article 715 l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Conformément à ces dispositions, il nous appartient, sur la base de nos travaux, de vous présenter un rapport portant à votre connaissance :

- les contrôles et vérifications auxquels nous avons procédé et les différents sondages auxquels nous nous sommes livrés ainsi que leurs résultats ;
- les postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications nous paraissent devoir être apportées, en faisant toutes les observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents ;
- les irrégularités et les inexactitudes que nous avons décelées ;
- les conclusions auxquelles conduisent les observations et rectifications ci-dessous sur les résultats de l'exercice comparés à ceux du dernier exercice.

États financiers soumis à notre audit

Éléments	Montants en millions de F CFA
Total bilan	348 130
Fonds propres effectifs	21 322
Résultat net (bénéfice)	7 916

Responsabilité de la Direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les États Membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur

l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nos travaux de vérification ont porté notamment sur :

- l'analyse et l'évaluation des procédures de contrôle interne ;
- le fonctionnement des organes sociaux ;
- le respect de la réglementation bancaire ;
- les vérifications spécifiques ;
- la révision des comptes.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les principales conclusions de nos travaux se présentent comme suit :

1. Analyse et évaluation du contrôle

Les conclusions de nos travaux sur l'analyse et l'évaluation du contrôle interne feront l'objet d'une lettre de management séparée et destinée au Président du Conseil d'Administration.

2. Fonctionnement des organes sociaux

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur le fonctionnement des organes sociaux de la Banque.

3. Respect de la réglementation bancaire

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire (circulaire n° 004-2011/CB/C du 4 janvier 2011), nous avons examiné les ratios prudentiels édictés par la BCEAO et produit par la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO au 31 décembre 2012.

Suite à nos analyses, nous avons constaté que le ratio suivant ne respecte pas les normes :

Ratio	Ratio de la BOA	Norme réglementaire de la BCEAO
Ratio de structure du portefeuille	0,29 %	60 % minimum

Toutefois, ce ratio est devenu sans objet dans la mesure où il a été abrogé à compter du 1^{er} janvier 2013 par la décision N° CM/UMOA/022/12/2012 du Conseil des Ministres de l'UMOA prise en sa session du 14 décembre 2012.

4. Vérifications et informations spécifiques

Dans le cadre du respect de la réglementation bancaire (circulaire n° 004-2011/CB/C du 4 janvier 2011), nous avons examiné les ratios prudentiels édictés par la BCEAO et produit par la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO au 31 décembre 2012.

4.1. Informations sur les prêts et garanties consentis aux dirigeants et aux principaux actionnaires

L'article 45 de la loi N° 058-2008/AN du 23/12/2008 portant réglementation bancaire dispose que les Commissaires aux Comptes doivent mentionner dans leur rapport annuel à l'Assemblée, tout prêt quel que soit le montant consenti aux dirigeants, aux principaux actionnaires et aux entreprises privées dans lesquelles les personnes ci-dessus visées exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social. Ces prêts doivent être approuvés à l'unanimité par les membres du Conseil d'Administration de la Banque.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, l'état de ces prêts nous a été communiqué par la BOA-BURKINA FASO. Cet état fait ressortir un encours des engagements accordés aux dirigeants de 4 200 millions de F CFA au 31 décembre 2012 soit un ratio de 19,71 % pour une norme règlementaire de 20 % maximum et se décomposant comme suit :

Bénéficiaires	Concours par caisse	Engagements par signature	Total Engagements
Membres du Conseil d'Administration	-	1 393	1 393
Commissaires aux Comptes	8	14	22
Personnel d'exécution et de direction	1 573	-	1 573
TOTAL	1 581	1 407	2 988

5. Contrôle des comptes

Les travaux effectués sur les comptes n'ont pas révélé l'existence d'erreurs ou d'anomalies susceptibles d'influencer de manière significative les comptes et états financiers qui vous sont soumis.

En conséquence, nous certifions que les états financiers de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) arrêtés au 31 décembre 2012 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice.

Les Commissaires aux Comptes

Ouagadougou, le 28 février 2013

SOFIDEC – SARL
Oumarou Gilbert SINARE
Associé Gérant
Expert - Comptable
inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables et Comptables
Agréés du Burkina Faso

Cabinet ROSETTE NACRO
Rosette C. RIFFARD NACRO
Directrice Générale
Expert - Comptable Diplômée d'État
inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables et Comptables
Agréés du Burkina Faso

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2012

Établi en application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997

Conformément aux dispositions de l'article 438 et suivant de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997 relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs ou Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Adjoint, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général Adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général Adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général Adjoint, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint de la personne morale contractante.

L'Administrateur intéressé est tenu d'informer le Conseil d'Administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration ou le Président Directeur Général avise les Commissaires aux Comptes, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion, de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration et la soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes visées par les articles 438 et suivants dudit Acte Uniforme OHADA :

1. Conventions conclues au cours de l'exercice sous revue

Le Président du Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée par les articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA, et nos contrôles n'en ont pas révélé.

2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice sous revue

2.1. Convention d'assistance technique avec BOA GROUP S.A.

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet de la convention : assistance technique de BOA GROUP au profit de la BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : le montant global des sommes versées au Groupe par la BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice 2012 au titre de l'exécution de cette convention, s'élève à 606 millions de F CFA (79 millions de F CFA pour les appointements expatriés et 527 millions de F CFA pour l'assistance technique).

2.2. Convention d'assistance technique avec AISSA-SARL

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Nature et objet de la convention : assistance technique de AISSA-SARL au profit de la BOA-BURKINA FASO.

Effets produits au cours de l'exercice : le montant global des sommes versées à AISSA-SARL par la BOA-BURKINA FASO au cours de l'exercice au titre de l'exécution de cette convention s'élève à 63 millions de F CFA.

Les Commissaires aux Comptes

Ouagadougou, le 28 février 2013

SOFIDEC – SARL

Oumarou Gilbert SINARE

Associé Gérant

Expert - Comptable

inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables et Comptables
Agréés du Burkina Faso

Cabinet ROSETTE NACRO

Rosette C. RIFFARD NACRO

Directrice Générale

Expert - Comptable Diplômée d'Etat
inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables et Comptables
Agréés du Burkina Faso



Bilan - Compte de résultat - Résolutions
Balance sheet - Income Statement - Resolutions

Bilan comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Actif / Assets	2011*	2012*
CAISSE / CASH	8 101 268 023	8 912 362 168
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK LOANS	46 521 972 757	40 590 318 059
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	17 678 971 137	14 426 393 011
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANK	12 899 304 596	10 455 277 602
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	206 497 161	272 222
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	4 573 169 380	3 970 843 187
• À TERME / TERM DEPOSITS	28 843 001 620	26 163 925 048
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMER LOANS	139 206 326 941	191 615 308 004
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	1 997 612 522	5 327 341 566
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	1 997 612 522	5 327 341 566
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	126 359 720 106	160 349 877 165
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	10 164 450 322	15 370 450 918
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	116 195 269 784	144 979 426 247
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / OVERDRAFTS	10 380 009 492	22 494 012 223
• AFFACTURAGE / FACTORING	468 984 821	3 444 077 050
TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT SECURITIES	76 303 501 427	84 008 154 820
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / FINANCIAL ASSETS	2 292 389 070	1 979 474 553
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL ASSETS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	159 453 835	206 108 258
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	3 847 967 413	4 915 794 786
ACTIONNAIRES & ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	8 959 012 357	14 607 789 624
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	557 601 744	1 295 094 034
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	285 949 493 567	348 130 404 306

Hors Bilan / Off-Balance-Sheet	2011*	2012*
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	62 606 881 701	47 984 705 448
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	2 405 696 345	1 625 231 941
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS	3 250 000	3 250 000
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	2 402 446 345	1 621 981 941
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	60 201 185 356	46 359 473 507
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS		
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	60 201 185 356	46 359 473 507
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

Balance sheet for the last two financial years (in CFAF)

Passif / Liabilities	2011*	2012*
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	27 915 093 811	41 101 033 780
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	3 515 231 648	6 489 384 503
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	2 906 209 040	5 612 325 110
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	609 022 608	877 059 393
• À TERME / TERM DEPOSITS	24 399 862 163	34 611 649 277
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMER DEPOSITS	223 017 515 171	261 785 183 574
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	27 369 921 229	37 898 636 999
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS		153 911 618
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS		
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	96 801 133 650	118 066 632 150
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	98 846 460 292	105 666 002 807
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBT SECURITIES	1 800 000 000	5 200 000 000
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	7 501 457 240	7 909 227 520
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	2 196 620 107	2 712 367 022
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES	640 334 662	467 870 157
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS		-
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	3 324 739 968	3 884 739 968
CAPITAL / CAPITAL	8 000 000 000	8 000 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS	2 691 000 000	2 691 000 000
RÉSERVES / RESERVES	1 761 018 396	2 495 673 126
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	2 204 016 013	3 967 059 482
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	4 897 698 199	7 916 249 677
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	285 949 493 567	348 130 404 306
Hors Bilan / Off-Balance-Sheet	2011*	2012*
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	134 113 532 865	153 127 433 909
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	134 113 532 865	153 127 433 909
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	1 800 142 551	1 718 238 686
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	132 313 390 314	151 409 195 223
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

Résultat comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Charges / Expenses	2011*	2012*
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & SIMILAR EXPENSES	7 445 514 665	8 913 073 393
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LIABILITIES	902 967 921	1 229 641 766
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER DEPOSITS	6 542 546 744	7 533 033 887
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON DEBT SECURITIES		150 397 740
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS & SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON SHAREHOLDERS' & ASSOCIATES' BLOCKED ACCOUNTS AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	172 188 850	163 618 446
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	192 313 940	26 822 314
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES	93 607 692	-
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	10 831	45 194
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES	98 695 417	26 777 120
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	65 555 660	56 320 761
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / OPERATING OVERHEADS	6 690 476 083	8 214 339 325
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	2 251 089 305	2 908 312 055
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER OVERHEADS	4 439 386 778	5 306 027 270
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS / DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	725 477 471	914 493 019
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN / DEFICIT ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS	1 787 046 355	687 106 036
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONING OVER WRITE-BACKS OF GENERAL BANKING RISKS	530 000 000	560 000 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	132 596 018	86 687 511
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	125 625 076	181 399 389
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	1 403 774 350	2 368 042 875
BÉNÉFICE / PROFIT	4 897 698 199	7 916 249 677
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	24 168 266 667	30 088 152 746

Income Statement for the last two financial years (in CFAF)

Produits / Income	2011*	2012*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST & SIMILAR INCOME	13 977 472 486	16 809 582 036
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	1 918 363 187	1 787 073 447
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER LOANS	12 059 109 299	15 022 508 589
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON INVESTMENT SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
/ INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS	9 000 000	750 000
COMMISSIONS / COMMISSION	2 360 694 577	2 548 334 316
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	6 395 123 906	8 757 614 282
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM INVESTMENT SECURITIES	3 594 380 279	5 113 616 859
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS & SIMILAR INCOME	295 908 016	978 376 915
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	1 640 762 319	1 917 659 174
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	864 073 292	747 961 334
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	144 681 765	198 886 802
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	966 329 492	1 419 415 660
REPRISE D'AMORTISSEMENTS & DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
/ WRITE-BACK OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	1 871 768	20 229 119
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN		
/ SURPLUS ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES		
GÉNÉRAUX / EXCESS OF WRITE-BACKS OVER PROVISIONING OF GENERAL BANKING RISKS		
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	140 257 117	108 436 138
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / INCOME FROM PREVIOUS YEARS	172 835 556	224 834 393
PERTES / LOSS		
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	24 168 266 667	30 088 082 746

Résultat comparé des deux derniers exercices (en F CFA)

Produits & Charges	2011*	2012*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS	13 977 472 486	16 809 582 036
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	1 918 363 187	1 787 073 447
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	12 059 109 299	15 022 508 589
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES	9 000 000	750 000
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES	7 445 514 665	8 913 073 393
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	902 967 921	1 229 641 766
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	6 542 546 744	7 533 033 887
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE		150 397 740
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	6 540 957 821	7 897 258 643
PRODUITS DE COMMISSIONS	2 360 694 577	2 548 334 316
CHARGES DE COMMISSIONS	172 188 850	163 618 446
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	2 188 505 727	2 384 715 870
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	3 500 772 587	5 113 616 859
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS	295 908 016	978 376 915
• OPÉRATIONS DE CHANGE	1 640 751 488	1 917 613 980
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	765 377 875	721 184 214
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	6 202 809 966	8 730 791 968
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	144 681 765	198 886 802
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	65 555 660	56 320 761
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	966 329 492	1 419 415 660
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	15 977 729 111	20 574 748 182
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	6 690 476 083	8 214 339 325
• FRAIS DE PERSONNEL	2 251 089 305	2 908 312 055
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	4 439 386 778	5 306 027 270
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	725 477 471	914 493 019
REPRISES D'AMORTISSEMENTS & DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1 871 768	20 299 119
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	8 563 647 325	11 466 214 957
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	1 787 046 352	687 106 036
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS & REPRISES SUR FRBG	530 000 000	560 000 000
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	6 246 600 973	10 219 108 921
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	7 661 099	21 748 627
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	47 210 480	43 435 004
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	1 403 774 350	2 368 042 875
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	4 897 698 202	7 916 249 677

Income Statement for the last two financial years (in CFAF)

Income & Expenses	2011*	2012*
INTEREST & SIMILAR INCOME	13 977 472 486	16 809 582 036
• ON INTERBANK LOANS	1 918 363 187	1 787 073 447
• ON CUSTOMER LOANS	12 059 109 299	15 022 508 589
• ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• ON INVESTMENT SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME		
INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS	9 000 000	750 000
INTEREST & SIMILAR EXPENSES	7 445 514 665	8 913 073 393
• ON INTERBANK LIABILITIES	902 967 921	1 229 641 766
• ON CUSTOMER DEPOSITS	6 542 546 744	7 533 033 887
• ON DEBT SECURITIES		150 397 740
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
INTEREST MARGIN	6 540 957 821	7 897 258 643
COMMISSION INCOME	2 360 694 577	2 548 334 316
COMMISSION EXPENSES	172 188 850	163 618 446
NET RESULT FROM COMMISSION	2 188 505 727	2 384 715 870
NET RESULT FROM		
• INVESTMENT SECURITIES TRANSACTIONS	3 500 772 587	5 113 616 859
• DIVIDENDS & SIMILAR TRANSACTIONS	295 908 016	978 376 915
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	1 640 751 488	1 917 613 980
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	765 377 875	721 184 214
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	6 202 809 966	8 730 791 968
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	144 681 765	198 886 802
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	65 555 660	56 320 761
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS	966 329 492	1 419 415 660
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
NET OPERATING INCOME	15 977 729 111	20 574 748 182
OPERATING OVERHEADS	6 690 476 083	8 214 339 325
• PERSONNEL COSTS	2 251 089 305	2 908 312 055
• OTHER OVERHEADS	4 439 386 778	5 306 027 270
DEPRECIATION & AMORTIZATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	725 477 471	914 493 019
WRITE-BACK OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	1 871 768	20 299 119
GROSS OPERATING PROFIT	8 563 647 325	11 466 214 957
NET INCOME FROM VALUE ADJUSTMENTS	1 787 046 352	687 106 036
EXCESS OF PROVISIONING AND WRITE-BACK OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS	530 000 000	560 000 000
PRE-TAX OPERATING INCOME	6 246 600 973	10 219 108 921
EXTRAORDINARY ITEMS	7 661 099	21 748 627
INCOME FROM PREVIOUS YEARS	47 210 480	43 435 004
CORPORATE INCOME TAX	1 403 774 350	2 368 042 875
NET INCOME FOR THE YEAR	4 897 698 202	7 916 249 677

* Exercice / Fiscal year

Résolutions

Assemblée Générale Ordinaire du 5 avril 2013

1 Première Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2012, les approuve dans toutes leurs dispositions et en conséquence, approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2012 se solde donc par un bénéfice net de **7 916 249 677 F CFA**, après une dotation aux amortissements de **914 493 019 F CFA** et un impôt sur les bénéfices de **2 368 042 875 F CFA**.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, établi conformément à la réglementation bancaire, approuve sans réserve ledit Rapport pour l'exercice 2012.

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et décharge les Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat.

2 Deuxième Résolution

Sur propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur comme suit :

	En F CFA
Bénéfice net de l'exercice 2012	7 916 249 677
Report à nouveau 2011	3 967 059 482
Total à répartir	11 883 309 159
Réserve légale (15 % du résultat net)	1 187 437 452
Dividende brut 2012	5 542 400 000
Report à nouveau 2012	5 153 471 707
Total repartit	11 883 309 159

3 Troisième Résolution

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que **le dividende par action de l'exercice 2012 est de 6 928 F CFA brut**.

Ce dividende sera versé aux actionnaires détenteurs des 800 000 actions portant jouissance sur l'exercice 2012, après règlement à l'État de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 12,5 % sur le dividende brut.

Il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 6 062 F CFA par action.

Le paiement de ce dividende s'effectuera à compter du 23 avril 2013 par le biais des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation, selon les procédures prévues par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières.

4 Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré sur proposition du Conseil d'Administration, décide de fixer le montant des indemnités de fonction allouées aux membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2013 à la somme de cinquante cinq millions cent mille trois cent quatre-vingt huit (55 100 388) F CFA, soit quatre-vingt quatre mille (84 000) euros.

5 Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale, constatant la fin du mandat des Administrateurs actuellement en fonction, leur donne un quitus définitif pour le mandat entier qui vient de s'épuiser en raison de l'accomplissement de leur mission.

Se penchant sur le renouvellement du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer les Administrateurs ci-après pour une durée de trois ans :

- Monsieur Lassiné DIAWARA,
- Monsieur Mohamed BENNANI,
- Monsieur Abderrazzak ZEBDANI,
- Monsieur Mamadou KA,
- Monsieur Delchan OUEDRAOGO,
- La société CAURIS CROISSANCE, représentée par Monsieur Noël Yawo EKLO,
- La société UAB-VIE, représentée par Monsieur Soumaïla SORGHO,
- La société BOA-NIGER, représentée par Monsieur Boureima WANKOYE,
- La société BOA WEST AFRICA, représentée par Madame Lala MOULAYE.

Conformément aux statuts de la société, leur mandat arrivera à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

6 Sixième Résolution

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler pour trois ans conformément aux dispositions de la Loi Bancaire du 20 novembre 2008, le mandat du second Commissaire aux Comptes suppléant :

- CABINET AUREC AFRIQUE, Commissaire aux Comptes suppléant, représenté par Monsieur Adama ZEBBA - 01 BP 1481 - Ouagadougou 01.

Son mandat viendra à expiration le jour de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

7 Septième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un extrait, d'un original ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs à l'effet d'accomplir tous dépôts, publicités et formalités légales.

Resolutions

Annual General Meeting held on 5 April 2013

1 First Resolution

Having reviewed the Board of Directors' report and the external auditor's report on fiscal year 2012, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the results and financial statements as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports.

Fiscal year 2012 closed with a profit of **CFAF 7,916,249,677**, after amortizations of **CFAF 914,493,019** and corporate income tax of **CFAF 2,368,042,875**.

In addition, after reviewing the external auditors' special report, which was drawn up in accordance with current banking regulations, the Meeting unreservedly approved this report for fiscal year 2012.

Consequently, the Annual General Meeting fully and unreservedly ratified the management and actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2012. The Meeting also granted discharge to the external auditors for performance of their duties in the same period.

2 Second Resolution

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate all net profits for the year and the previous balance brought forward as follows:

	In CFAF
2012 net income for the period	7,916,249,677
2011 balance brought forward	3,967,059,482
Total for distribution	11,883,309,159
Legal reserve (15 % of net income)	1,187,437,452
2012 gross dividend	5,542,400,000
2012 balance brought forward	5,153,471,707
Total distribution	11,883,309,159

3 Third Resolution

In accordance with the preceding resolution, the Annual General Meeting decided that for 2012 a gross dividend of CFAF 6,928 will be paid per share.

This dividend will be paid to holders of the 800,000 shares entitled to interest in 2012, after payment to the State of tax on income from securities at 12.5% of the gross dividend.

Shareholders will effectively be paid a net dividend corresponding to a remuneration of CFAF 6,062 per share.

This dividend will be paid out on 23 April 2013 at the management and intermediation company, based on the procedures stipulated by the regional securities market (BRVM).

4 Fourth Resolution

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors proposal to set the total annual post allowances of Board of Directors members for the 2013 financial year at fifty-five million, one hundred thousand, three hundred and eighty-eight CFA francs (CFAF 55,100,388), i.e., eighty-four thousand (84,000) euros.

5 Fifth Resolution

The Annual General Meeting, taking note that the terms of the current Directors have expired, gave them full discharge for the whole term as they have accomplished their mission.

The Ordinary General Meeting decided to appoint the following Directors for a period of three years:

- *Mr Lassiné DIAWARA,*
- *Mr Mohamed BENNANI.*
- *Mr Abderrazzak ZEBDANI,*
- *Mr Mamadou KA,*
- *Mr Demchan OUEDRAOGO,*
- *The company CAURIS CROISSANCE, represented by Mr Noël Yawo EKLO,*
- *The company UAB-VIE, represented by Mr Soumaila SORGHO,*
- *The company BOA-NIGER, represented by Mr Boureima WANKOYE,*
- *The company BOA WEST AFRICA, represented by Mrs Lala MOULAYE.*

In accordance with the company's by-laws, their terms will expire on the day of the Annual General Meeting held to approve the accounts of the financial year ended 31 December 2015.

This proposal was put to the vote and unanimously adopted.

6 Sixth Resolution

Following deliberation, the Annual General Meeting, in accordance with the Banking Law of 20 November 2008, approved the Board of Directors' proposal to reappoint for three years as second substitute statutory auditor:

- *CABINET AUREC AFRIQUE, Substitute Statutory Auditor, represented by Mr Adama ZEBA – 01 BP 1481 – Ouagadougou 01.*

Its term will expire on the day of the Annual General Meeting held to approve the accounts of the financial year ended 31 December 2015.

7 Seventh Resolution

The Annual General Meeting conferred on all holders of an original, an extract or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

Annexes

1 / NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2012 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

CONVERSION DES COMPTES DU BILAN LIBELLÉS EN DEVISES

Les créances et dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31 décembre 2012, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

LES OPÉRATIONS ET POSITIONS EN DEVISES

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

LES INTÉRÊTS ET LES COMMISSIONS BANCAIRES

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

Le classement de ces comptes par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc., n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Toutes les créances en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 50 et 100 % selon la nature du risque et suivant les recommandations de la banque centrale relatives à la comptabilisation et provisionnement des engagements en souffrance. Le taux moyen des provisions au 31 décembre 2012 est de 94,9 %.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	20 %
CONSTRUCTIONS	5 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	25 %
AMÉNAGEMENTS - INSTALLATIONS	10 %
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU (SELON NATURE)	10-25 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	33 1/3 %

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2011*		Au 31/12/2012*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	46 401	27 915	19 012	41 101
DE 1 MOIS À 3 MOIS	9			
DE 3 MOIS À 6 MOIS	15			
DE 6 MOIS À 2 ANS	97		2 923	
DE 2 ANS À 5 ANS			15 654	
PLUS DE 5 ANS			3 001	
TOTAL	46 522	27 915	40 590	41 101

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2011*		Au 31/12/2012*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	51 344	159 527	77 204	167 311
DE 1 MOIS À 3 MOIS	6 898	20 315	10 245	8 438
DE 3 MOIS À 6 MOIS	9 717	6 441	15 659	26 409
DE 6 MOIS À 2 ANS	31 361	5 625	36 930	57 311
DE 2 ANS À 5 ANS	32 650	30 979	43 550	2 210
PLUS DE 5 ANS	4 666	131	5 039	106
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	2 570		2 988	
TOTAL	139 206	223 018	191 615	261 785

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2011*		Au 31/12/2012*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	59 371	49 749	80 207	61 990
ENTREPRISES PRIVÉES	58 195	158 428	90 596	186 396
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	21 624	14 659	20 693	12 823
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	16	182	119	576
TOTAL	139 206	223 018	191 615	261 785

* En millions de F CFA.

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
CRÉANCES DOUTEUSES	8 982	9 228
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-8 041	-8 754
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	941	474
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	1 629	2 514
CRÉANCES EN SOUFFRANCE NETTES	2 570	2 988

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	BRUT	NET		
DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS				
• BANK OF AFRICA – BÉNIN	305	305	10 073	0,90 %
• BOA-FRANCE	656	353	6 560	10,00 %
• SOFIGIB	40	40	1 200	3,33 %
SOUS TOTAL	1 001	698		
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• AISSA	7	7	42	16,67 %
• AGORA	250	250	5 000	5,00 %
• AFRICINVEST	79	79	38 112	0,21 %
• ACTIBOURSE	22	22	525	5,81 %
• CTMI UEMOA	17	17	1 850	0,92 %
• VISA	5	5		
• PARTICIPATION CRRH UEMOA	100	100	3 426	2,92 %
• SCI OLYMPE	701	701	1 000	70,10 %
• UNION DES ASSURANCES VIE - BURKINA	100	100	1 000	10,00 %
SOUS TOTAL	1 281	1 281		
TOTAL PARTICIPATIONS	2 282	1 979		
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	365			
SOUS TOTAL	365			
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2 647	1 979		

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2011*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2012*
IMMOBILISATIONS BRUTES	701	145		846
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	542	98		640
TOTAL NET	159	47	0	206

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2011*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2012*
IMMOBILISATIONS BRUTES	7 877	1 897	103	9 671
• IMMOBILISATIONS EN COURS	394	386	20	760
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	6 474	1 334	46	7 762
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	927	118	37	1 008
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	82	59		141
AMORTISSEMENTS				
• IMMOBILISATIONS EN COURS				
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	4 029	470	7	4 492
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		275	12	263
TOTAL NET	3 848	1 152	84	4 916

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
DÉBITEURS DIVERS	572	146
VALEURS NON IMPUTÉES	85	608
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	5 849	10 602
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION	80	3
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS		365
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS		
CRÉANCES RATTACHÉES	2 373	2 884
TOTAL	8 959	14 608

* En millions de F CFA.

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
DETTES FISCALES		2 078
DETTES SOCIALES		37
CRÉDITEURS DIVERS	2 305	102
DETTES RATTACHÉES	1 998	1 851
DIVERS	3 198	3 841
TOTAL	7 501	7 909

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	301	450
PRODUITS À RECEVOIR	0	165
DIVERS	257	680
TOTAL	558	1 295

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
CHARGES À PAYER	794	1 153
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	1 178	1 332
DIVERS	225	227
TOTAL	2 197	2 712

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
CHARGES DE RETRAITE		
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	502	441
PERTES ET CHARGES	138	27
TOTAL	640	468

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2011*	Affectation du résultat 2011*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2012*
F.R.B.G.	3 325		560	3 885
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	2 691			2 691
RÉSERVES LÉGALES	1 761	735		2 496
RÉSERVES RÈGLEMENTÉES				
AUTRES RÉSERVES				
CAPITAL SOCIAL	8 000			8 000
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)				
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	2 204	4 163	-2 400	3 967
RÉSULTAT 2011	4 898	-4 898		
RÉSULTAT 2012			7 916	7 916
TOTAL	22 879		6 076	28 955

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Année	Montant
2009	2 435
2010	360
2011	530
2012	560
SOIT AU 31/12/2012	3 885

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO s'élève à 8 000 millions de F CFA. Il est composé de 800 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionnariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA WEST AFRICA	52,38 %
AUTRES BANK OF AFRICA	0,23 %
ATTICA SA	3,89 %
LASSINE DIAWARA	10,24 %
CAURIS CROISSANCE	0,41 %
UNION DES ASSURANCES DU BURKINA-VIE	8,98 %
AUTRES ACTIONNAIRES PRIVÉS	23,87 %
TOTAL	100,00 %

* En millions de F CFA.

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
ENGAGEMENTS DONNÉS	62 606	47 984
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 405	1 625
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	3	3
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	2 402	1 622
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	60 201	46 359
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	60 201	46 359
ENGAGEMENTS REÇUS	134 113	153 127
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	134 113	153 127
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	1 800	1 718
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	132 313	151 409
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	1 918	1 787
• À VUE	96	81
• À TERME	1 822	1 706
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	12 059	15 022
• CRÉANCES COMMERCIALES	564	269
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	2 913	4 237
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	1 810	2 205
• CRÉDITS À MOYEN TERME	6 616	8 133
• CRÉDITS À LONG TERME	156	178
TOTAL	13 977	16 809

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	903	1 230
• À VUE	140	250
• À TERME	763	980
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	6 542	7 533
• À VUE	1 003	1 640
• À TERME	5 539	5 893
SUR DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE		150
TOTAL	7 445	8 913

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	2 361	2 548
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	51	32
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2 310	2 516
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	172	164
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	22	25
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	150	139

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 888	2 519
CHARGES SOCIALES	363	389
TOTAL	2 251	2 908

* En millions de F CFA.

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	295	448
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL	39	13
LOYERS	400	444
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	310	412
PRIMES D'ASSURANCE	166	203
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	840	944
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	278	301
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	198	229
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	364	516
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	554	676
JETONS DE PRÉSENCE	37	56
MOINS-VALUES DE CESSIONS	0	5
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	958	1 059
TOTAL	4 439	5 306

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	725	914
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	725	914
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		
REPRISES	-2	-20
TOTAL	723	894

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2011*	Au 31/12/2012*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	3 292	2 561
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	194	109
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	94	20
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	412	32
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-2 205	-1 908
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		-124
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES		-3
TOTAL	1 787	687

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

Catégories	2011	2012
CADRES EXPATRIÉS	1	1
CADRES LOCAUX	12	12
GRADÉS	48	61
EMPLOYÉS	160	192
PERSONNEL NON BANCAIRE	11	11
PERSONNEL TEMPORAIRE		
TOTAL	232	277

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	2011*	2012*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	10 749	3 081
• BILLETS ET MONNAIES	266	511
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	10 483	2 570
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	10	
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	10	0
• REFINANCEMENTS		
• AUTRES SOMMES DUES		
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 236	1 295
• COMPTES ORDINAIRES	1 236	1 295

* En millions de F CFA.

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2012

Nature	En millions de F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012	7 916
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2011	3 967
TOTAL À RÉPARTIR	11 883
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	1 187
DIVIDENDE	5 542
RÉSERVES FACULTATIVES	0
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	5 154
TOTAL RÉPARTI	11 883

6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2008	2009	2010	2011	2012
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	4 000	5 000	7 000	8 000	8 000
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	400 000	500 000	700 000	800 000	800 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	13 172	14 713	18 959	23 853	29 734
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	5 559	6 716	7 387	8 812	11 866
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	879	1 041	922	1 404	2 368
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 886	2 272	3 064	4 898	7 916
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	11 703	11 350	9 236	11 015	14 832
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	4 715	4 544	4 377	6 122	9 895
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	135	161	195	232	277
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	1 248	1 494	1 844	2 251	2 908
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*					

BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

SIÈGE / HEAD OFFICE

BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01 – BURKINA FASO
Tél. : (226) 50 30 88 70 à 73 – Fax : (226) 50 30 88 74 – Téléx : 5543 BF
Swift : AFRIBFBF – Email <information@boaburkinafaso.com>



GRUPE BANK OF AFRICA

www.boaburkinafaso.com

AGENCES OUAGADOUGOU / OUAGADOUGOU BRANCHES

AGENCE CENTRALE

770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 30 88 70 à 73
Fax : (226) 50 30 88 74
Email <information@boaburkinafaso.com>

AGENCE ÉLITE

770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 49 79 08 – Fax : (226) 50 30 88 74
Téléx : 5543 BF

BOULEVARD FRANCE-AFRIQUE

Situé avant la Station Pétroufa Ouaga 2000, immeuble mitoyen à HEC – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 38 05 45 – Fax : (226) 50 38 05 48

DASSASGHO - ZONE 1

Boulevard des Tensoaba, 300 m côté sud de l'hôpital pédiatrique – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 33 20 21 – Fax : (226) 50 33 20 22

GOUNGHIN

Avenue du Kadiogo – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 34 50 00 – Fax : (226) 50 34 43 14

KWAMÉ N'KRUMAH

Avenue Kwamé N'Krumah – Immeuble Kanazoé 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 30 19 88 / 89
Fax : (226) 50 30 19 93

MAISON DE L'ENTREPRISE

132, Avenue de Lyon – 01 BP 1319 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

MARCHÉ CENTRAL ROOD-WOOKO

Hangars n°1B3047 et 1B3048 – Ouagadougou
Tél. : (226) 50 30 88 70 – Fax : (226) 50 30 88 74

NEMNIN

Rue 3.02, Avenue de la Liberté – Face SONAPOST de Nemnin – Ouagadougou
Tél. : (226) 50 33 20 21 – Fax : (226) 50 33 20 22

OUAGA 2000

Complexe Commercial Al Fateh Center – BP 1319 Face Hôtel Sofitel Libya, côté Parking – Ouagadougou
Tél. : (226) 50 37 69 68 – Fax : (226) 50 37 69 76

PISSY

Avenue Tidiane Coulibaly – Ouagadougou
Tél. : (226) 50 43 72 14 – Fax : (226) 50 43 72 13

TAMPOUY

Immeuble Boukary Sankara – Face Immeuble Kafando Avenue Yatenga – 01 BP 1319 – Ouagadougou
Tél. : (226) 50 49 79 28 – Fax : (226) 50 35 34 00

UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph Ki-Zerbo 01 BP 543 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 79 49 58 – Fax : (226) 50 30 88 74

ZOGONA

1605, Avenue Charles de Gaulle – 01 BP 1319 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 36 85 27 – Fax : (226) 50 36 85 28

CENTRE D'AFFAIRES / BUSINESS CENTRE

Agence Centrale – 770, avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
Tél. : (226) 50 30 88 70 à 73 – Fax : (226) 50 30 88 74 – Email <information@boaburkinafaso.com>

AGENCES RÉGIONALES / REGIONAL BRANCHES

BANFORA

Parcelle L, lot 239, secteur n° 1 – Banfora
Tél. : (226) 70 21 73 73 – Fax : (226) 20 97 39 16

BOBO-DIOULASSO

932, Avenue Guillaume Ouédraogo – 01 BP 416 Bobo-Dioulasso 01
Tél. : (226) 20 97 39 15 – Fax : (226) 20 97 39 16

BOBO-DIOULASSO / AGENCE DU BOULEVARD

Tél. : (226) 20 97 51 14 – Fax : (226) 20 97 51 16

BOBO-DIOULASSO / AGENCE DU MARCHÉ

Côté sud-est du Marché Central – Bobo-Dioulasso
Tél. : (226) 20 97 51 05 – Fax : (226) 20 97 51 06

DÉDOUGOU

Situé dans l'enceinte de la CAMEG, Route de Tougan Dédougou
Tél. : (226) 20 52 12 34 – Fax : (226) 20 52 12 37

DORI

Parcelle 13, lot 01, section AT, secteur n° 04 – Dori
Tél. : (226) 70 21 22 70 – Fax : (226) 40 46 80 95

ESSAKANE

Site mine d'or – Essakane
Tél. : (226) 40 46 80 94 – Fax : (226) 40 46 80 95

FADA N'GOURMA

Secteur 10 – Nationale n°4 – Face à la Cathédrale de Fada – Fada
Tél. : (226) 40 77 17 74 – Fax : (226) 40 77 17 75

GAOUA

Situé dans l'enceinte de la CAMEG – Gaoua
Tél. : (226) 20 97 39 15 – Fax : (226) 20 97 39 16

KOUDOUGOU

1852, rue 2.18 – BP 43 – Commune de Koudougou
Tél. : (226) 50 44 07 45 – Fax : (226) 50 44 07 46

KOUPÉLA

Secteur 3 – Face au District Sanitaire – BP 185 Koupéla
Tél. : (226) 40 70 04 44 – Fax : (226) 40 70 04 33

POUYTENZA

Secteur 5 – Coté Nord – Marché Central – Pouytenga
Tél. : (226) 40 70 66 66 – Fax : (226) 40 70 60 66

TENKODOGO

Nationale N°16 – Face Station TOTAL SODHYFA Tenkodogo
Tél. : (226) 40 70 04 44 – Fax : (226) 40 70 04 33